

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 143 (1998)
Heft: 3

Artikel: À quelque sept cent jours de l'an 2000... : La situation en Europe et en Suisse. 3e partie
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345871>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A quelque sept cent jours de l'an 2000...

La situation en Europe et en Suisse (3)

Il y a peu de risques que, dans les prochaines années, des conflits internationaux se produisent en Europe, mais on ne peut exclure des conflits internes en Russie, dans le monde musulman, particulièrement en Afrique du Nord et en Turquie, une reprise des affrontements en ex-Yougoslavie après un départ des forces de l'OTAN. Chaque foyer de violences collectives risque d'avoir des conséquences immédiates en Suisse. Les divergences entre Etats européens, l'absence d'une politique de sécurité commune ne contribuent pas à résoudre le problème...¹

■ col Hervé de Weck

6. Guerre de l'information

On pourrait gagner un conflit sans utiliser la force militaire, en exploitant les points faibles des démocraties. A cette guerre de l'information participent des acteurs non gouvernementaux comme Greenpeace pendant les essais nucléaires français à Mururoa, Médecins sans frontières, actif un peu partout dans le monde, certains Verts en Europe. Ce sont pourtant les médias électroniques qui dominent cette guerre d'un genre nouveau et, parmi eux, au premier rang CNN. Le chef d'état-major des armées américaines savait de quoi il parlait, quand il disait pendant la guerre du Golfe: «Si CNN dit qu'on perd, alors nous perdrons, si CNN dit qu'on gagne, alors nous allons ga-

gner.» Les réseaux informatiques, Internet donnent d'énormes possibilités dans ce domaine. Jürgen Weigt prétendait récemment: «Militärische Triumphe und Desaster werden zukünftig in Bit gemessen².»

«Alarme-smog! Interdiction générale de circuler pour tout véhicule privé dès le 3 mars 1987. Les transports publics seront gratuits. (...) Rester calme et se mettre à l'écoute de la radio.» Drôle de surprise, ce matin-là, pour de nombreux automobilistes de la région biennoise. Coincé entre le pare-brise et l'essuie-glace, un papillon jaune à l'en-tête de la Protection civile, rédigé en allemand et en français: les limites de pollution ont été atteintes, tout trafic privé est interdit depuis 5 heures, sous peine d'une amende de 10000 francs. Le papillon vaut comme titre de transport. Suit le numéro de téléphone du responsable de la police et des entreprises pu-

bliques de transport de la ville de Bienne. Tous les quartiers et plusieurs communes voisines ont été «arrosés» par les papillons jaunes.

Le téléphone du conseiller municipal doit être bloqué, les standards des polices cantonales et municipales, comme celui de la Protection civile sont submergés d'appels, entre autres de personnes demandant des autorisations de rouler avec leur véhicule pour transporter des handicapés. Des Biennois, pris de panique, renoncent à aller travailler.

S'agit-il seulement d'un canular de plus ou moins mauvais goût? D'une action concertée pour créer ou maintenir un climat de psychose? D'un test visant à déterminer quelle serait l'importance des perturbations en temps de crise, si une fausse alerte au smog était lancée? Impossible de le dire car, à notre connaissance, les auteurs de

¹Pour les deux premières parties, voir RMS, janvier et février 1998.

²Truppenpraxis 1/1995.

ce tract n'ont jamais été identifiés.

En 1995, les révélations à propos de l'appartenance au KGB de quatre dirigeants polonais, dont le premier ministre Jozef Aleksy, pouvaient avoir pour but de retarder, voire de torpiller la candidature polonaise à l'OTAN. Elles proviendraient, soit de services russes, soit de services américains qui chercheraient à différer une décision d'adhésion³. Cette guerre de l'information, on l'a vécu en Suisse à propos des prétendues affaires du DMF ou surtout, plus récemment, des fonds juifs en déshérence, de l'attitude des Suisses et de leurs autorités pendant le second conflit mondial.

Pour déstabiliser l'adversaire et arriver à ses fins, la désinformation s'avère un moyen efficace et, en définitive, bon marché.

Dans le contexte de l'après-guerre froide, que font les services de renseignements dans l'ex-Union soviétique? Obnubilés par les «dividendes de la paix», beaucoup d'experts, et non des moindres, les avaient dits en veilleuse. Leurs agents, surtout ceux du GRU, le service de renseignement militaire à l'époque soviétique, ont bien vite fait leur réapparition sous les apparences d'honorables hommes d'affaires, plus orientés vers l'espionnage industriel que les secrets

militaires. La Russie a toujours un gros retard technologique à combler! Les maîtres, également ceux des Etats récemment satellites de l'Union soviétique, diversifient leurs activités et se mêlent de renseignement. A la fin de l'année 1995, la situation inquiétait le contre-espionnage suédois et norvégien. La Finlande, quant à elle, voyait les choses autrement, puisqu'elle prévoyait de réduire ses services secrets⁴. Et en Suisse, qu'en pense-t-on?

7. Une menace diffuse à laquelle nous devons faire face en tout temps

De grandes opérations militaires, susceptibles de toucher directement ou indirectement la Suisse, semblent invraisemblables à court et à moyen terme. Ce ne sont donc pas de nouveaux scénarios politico-stratégique qui semblent indispensables pour l'instruction des régiments, bataillons et unités d'infanterie de combat ou territoriale, mais des avatars plus ou moins inattendus de la violence infra-guerrière. Pour entraîner les bataillons de nos brigades blindées ou l'infanterie au combat mécanisé moderne, on peut toujours utiliser l'image de l'ennemi qu'avec réalisme, on présentait jusqu'en 1990, à condition, bien entendu, de ne plus parler de l'Union soviétique. En définitive, les

doctrines d'engagement, les ordres de bataille des armées ne se ressemblent-ils pas aujourd'hui, comme les voitures sorties des mêmes ordinateurs et des mêmes souffleries?

En tout temps, la Suisse, comme les Etats voisins, peut avoir à faire face à des tensions et à des désordres internes, dont les causes premières peuvent se situer à l'étranger:

1. De nombreuses manifestations violentes touchent l'ensemble du pays; l'approvisionnement n'est plus assuré, vu la paralysie des moyens de production et, surtout, de distribution. Les services publics sont interrompus. Grèves, manifestations, occupations d'entreprises, blocages de sites de production et de distribution, prises d'otages symboliques sont les modes d'action les plus communément employés.

2. Des troubles provoquent une grande insécurité dans de nombreuses zones urbaines et périurbaines, en partie à cause de manifestations violentes de minorités en provenance de pays en guerre. Des comportements xénophobes et racistes se développent dans la population suisse. Nombreuses émeutes avec agressions contre les personnes et les biens.

3. Le fossé s'étant creusé entre riches et pauvres, le

³TTU, 25 janvier 1996.

⁴Le Matin, 19 novembre 1995.

pillage se multiplie. Des organisations criminelles, qui ont leur assises dans les zones urbaines et périurbaines, lancent des actions en dehors de leur territoire traditionnel, là où se trouvent les richesses. Les biens, notamment les résidences secondaires, sont menacés⁵.

La liste des objectifs sensibles, qui ne reflète pas forcément les vues du commandement de l'armée, reprend, en les adaptant aux conditions suisses les données fournies par Viktor Suvorov dans *«Spetsnaz» the Inside Story of the Soviet Special Forces*. Cet ouvrage traite des objectifs et des missions des Spetsnaz à l'époque de l'armée soviétique et du Pacte de Varsovie.

Comme la guérilla à l'époque des guerres de libération dans le tiers-monde, la violence infra-guerrière, aujourd'hui, est diffuse. Que d'objectifs à protéger, que de mesures de sécurité à prendre dans une telle situation! Le dispositif ne pourra être allégé que si, préalablement, la guerre du renseignement a été gagnée. La Suisse en a-t-elle pris le chemin? Nous sommes naïfs, notre culture et notre conception du renseignement apparaissent affligeantes, nous traînons, de plus, l'affaire des fiches sur le plan international.

H.W.
(Fin)

Objectifs sensibles dans un contexte de violence infra-guerrière

1. «Cerveau»

1.1. Niveau fédéral

- membres du Conseil fédéral, proches collaborateurs (lieux de travail et domicile)
- Ministère public de la Confédération, y compris documentation
- leaders politiques et syndicaux, grands patrons

1.2. Commandement de l'armée

- général, officiers généraux quelle que soit leur fonction
- bâtiments importants, entre autres le Palais fédéral et le «Pentagone» à Berne
- centres de transmission
- services de renseignement stratégique, service de renseignement de l'armée (personnels, lieux de travail et domicile)

1.3. Niveau cantonal et communal

- sièges des autorités et des administrations
- sièges des états-majors de défense civile (cantons et communes)
- PC polices cantonales et municipales dans les agglomérations urbaines
- PC de la Protection civile

2. «Dents»

2.1. Infrastructures militaires

- système «Florida» («Florako»), aéroports civils et militaires
- arsenaux, parcs de l'armée, dépôts de munitions, de carburants, de vivres et de matériel
- emplacements des détachements «Aida» et places d'organisation des formations mécanisées
- casernes et places d'armes

2.2. Niveau cantonal

- casernes de police
- parcs à véhicules et dépôts de matériel de la police et de la Protection civile

3. «Nerfs»

- téléphone, radio, télévision, télétexte, videotext, en particulier studios, émetteurs, réémetteurs, centraux
- centres (informatiques) de gestion des infrastructures (eau, électricité, gaz, trafic), des grandes entreprises et des banques
- gares, services postaux
- ponts, viaducs, tunnels, échangeurs, nœuds ferroviaires
- centrale électriques (en particulier centrales nucléaires), barrages, transformateurs, lignes à haute ou très haute tension
- oléoducs, stations de pompage, raffineries, réserves civiles et militaires de carburants
- réservoirs d'eau, stations de pompage, conduite d'eau de gros calibre

⁵Eustace, Denys: «Réflexions sur la protection et implication de la gendarmerie nationale», Défense nationale, juillet 1997, pp. 49-50.